

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.775
12 avril 1957

FRANCAIS

UN/SA COLLECTION

Dix-neuvième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA SEPT CENT SOIXANTE-QUINZIEME SEANCE

tenue au Siège, à New-York,
le vendredi 12 avril 1957, à 14 H. 30.

Président : M. ASHA (Syrie)

1. Examen du rapport annuel de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique pour 1955 /3b/ (suite)
2. Moyens d'étude et de formation offerts par les Etats Membres des Nations Unies aux habitants des Territoires sous tutelle. /10/

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié, portant le symbole T/SR.775. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-12057

(30 p.)

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE, 1955 (T/1287, 1298, 1302 et Corr.1, 1304; T/L.737) [Point 3b de l'ordre du jour] (suite)

Sur l'invitation du Président, M. Field, Représentant spécial pour le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique, prend place à la table du Conseil.

Progrès social et de l'enseignement (suite)

M. THORP (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : J'ai deux questions à poser; elles touchent principalement le domaine social.

Selon le rapport annuel, la faible densité de la population et la configuration géographique constituent à eux seuls les plus importants problèmes du Territoire. Il n'est pas facile à l'Autorité administrante de remédier à ces inconvénients. Y a-t-il, toutefois, des raisons de supposer que si cela était politiquement et socialement possible, des populations de l'extérieur pourraient trouver avantage à émigrer au Cameroun ?

En posant cette question, je pense aux transferts de populations qui ont lieu entre le Ruanda-Urundi et le Congo. Il est évident que s'il n'y a pas de forte pression démographique dans les territoires limitrophes du Cameroun, la question que je viens de poser n'a qu'un intérêt théorique.

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il n'y a pas pression démographique aux frontières du Cameroun; mais les conditions climatiques et géographiques du Cameroun du Sud n'en font pas une contrée très attrayante pour des populations habituées à d'autres conditions d'existence.

M. THORP (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Le représentant du Guatemala a posé ce matin une question sur le mouvement syndical. Un bref calcul m'a permis d'arriver à la conclusion que les nombreux syndicats du Territoire comptent environ 28.000 membres. Nous connaissons le nombre des électeurs qui ont pris part aux récentes élections. Je pense donc que le nombre des personnes syndiquées atteint approximativement le quart du nombre des électeurs.

M. Thorp (Nouvelle-Zélande)

Etant donné que les membres des syndicats sont vraisemblablement ceux des habitants du Territoire qui sont le plus familiarisés avec le mécanisme politique et la coopération organisée, sur le plan politique comme sur le plan du travail, le représentant spécial pourrait-il nous dire si les syndicats sont liés ou non à des partis politiques ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Jusqu'à présent, les syndicats n'ont aucune tendance politique dans le Territoire. Il n'y a pas d'association apparente entre les syndicats et les partis. Je pense qu'actuellement, les syndicats groupent des membres de partis politiques différents.

M. BOURDILLON (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je suis heureux que la question de l'appartenance aux syndicats ait été posée à nouveau; comme nous nous y étions engagés ce matin, le représentant spécial et moi-même nous sommes livrés à certaines recherches; sur la base des chiffres de 1956, il ressort qu'exception faite d'un seul syndicat (le Cameroons Union of Native Authority, pour lequel nous ne disposons d'aucun chiffre), les autres syndicats (au nombre de seize; ils étaient primitivement quinze auxquels deux nouveaux syndicats sont venus s'ajouter) totalisent 22.192 membres; pour 1955, l'effectif des syndiqués s'élevait à 27.900. A première vue, le chiffre de 22.192 semblerait représenter une diminution du nombre des membres des syndicats par rapport à 1954 et 1955.

M. Bourdillon (Royaume-Uni)

Au cas où une nouvelle diminution se produirait, elle ne pourrait être que minime et elle serait due, dans une large mesure, aux meilleures méthodes employées par les membres des bureaux des syndicats pour obtenir des données plus précises.

Si le mouvement syndical acquiert plus d'importance, comme il semble que ce soit le cas à en juger par l'augmentation du nombre des communications, je pense que certains membres, en se rendant compte des responsabilités qui leur incombent - notamment en ce qui concerne le paiement des cotisations - perdront un peu de leur enthousiasme du début et beaucoup d'entre eux jugeront bon de quitter les syndicats. Je crois que c'est là une caractéristique commune à l'évolution de tous les syndicats dans le monde.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques)
(interprétation du russe) : Je m'excuse si certaines de mes questions reprennent des sujets déjà abordés par d'autres membres du Conseil en ce qui concerne la situation du Territoire dans les domaines social et de l'enseignement.

Ma première question concerne la page 287 du rapport. Nous y voyons une série de chiffres relatifs au nombre des ouvriers qualifiés travaillant dans l'industrie et les transports dans le Cameroun méridional. Nous pouvons y constater que, depuis 1950, le nombre d'ouvriers qualifiés employés par les services des transports a diminué d'un quart. Le Représentant spécial pourrait-il nous expliquer ce qui s'est produit ? Je me réfère au tableau 63B. Il y est question des ouvriers qualifiés travaillant dans l'agriculture, l'industrie, le transport et le commerce. Il y est dit qu'en 1950, 400 personnes étaient employées dans ces branches alors qu'en 1954, il n'y en avait plus que 300. En d'autres termes, il y a eu une diminution d'un quart, et non pas une augmentation d'un quart.

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je vois maintenant. C'est au bas de la page. La rubrique est intitulée "Industrie, transports et commerce" et il s'agit donc de la différence entre les chiffres de 1950 et ceux de 1954. Je crains de ne pas être en mesure de donner des explications à ce sujet. La diminution réelle semble s'être produite entre

M. Field (Représentant spécial)

1950 et 1951. Le chiffre reste plus ou moins constant après cette année-là. Je suppose que l'exécution de certains programmes a duré jusqu'en 1951 seulement et que, par conséquent, moins d'ouvriers ont été nécessaires après cette date. Je ne vois pas d'autre raison.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Cette réponse ne me satisfait pas. Il me semble que le Représentant spécial se heurte à des difficultés et qu'il n'est pas à même d'expliquer ce phénomène.

Ma question suivante se rapporte aux paragraphes 91 et 92, page 21 du rapport. Le paragraphe 91 traite d'une grève qui a éclaté dans les plantations de la Camerons Development Corporation au sujet d'une demande d'augmentation des salaires. Nous y lisons que la police a dû intervenir et a dispersé une foule de 300 personnes qui manifestaient sur les lieux.

Le paragraphe 92 nous parle également de l'intervention de la police à l'occasion d'une grève, intervention qui aurait duré du 24 au 30 septembre. Au cours de cette période, 150 ouvriers auraient été renvoyés. Le Représentant spécial peut-il nous expliquer ce dont il s'agit ? D'autres passages du rapport indiquent que l'Autorité administrante a reconnu aux ouvriers le droit de grève.

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Les ouvriers ont le droit de grève; ils ont aussi le droit de manifester, à condition que tout se passe dans l'ordre. Toutefois, si l'ordre public est menacé, il appartient évidemment à la police d'intervenir afin de maintenir ou de rétablir le calme. Je voudrais ajouter que la présence de la police n'avait rien à voir avec les questions en litige. Les représentants de la police se sont rendus sur les lieux uniquement pour accomplir leurs fonctions.

Quant à l'historique des litiges, je crains de ne pas pouvoir vous donner des détails. Ce qui est certain, c'est que la police ne se préoccupait nullement des relations entre ouvriers et patrons. La police avait été envoyée sur les lieux pour maintenir l'ordre, comme il se doit.

M1

T/PV.775
- 8/10 -

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques)

(interprétation du russe) : Je comprends parfaitement que ce n'est pas la police qui est responsable du renvoi des 150 ouvriers. Toujours est-il que cela s'est passé au moment où la police se trouvait sur les lieux. Je voudrais demander au Représentant spécial si les ouvriers ont obtenu quelque satisfaction à la suite de ces grèves. Ou bien la première grève s'est-elle simplement terminée par la dispersion des manifestants et la seconde par le renvoi des 150 ouvriers ? Les ouvriers n'ont-ils pas même obtenu une petite satisfaction ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Comme je l'ai dit, la police n'a rien eu à voir dans le renvoi des ouvriers. Dans les deux cas, ces différends entre les employeurs et les ouvriers ont été réglés à la suite de négociations.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je dois donc conclure, d'après sa réponse, que le Représentant spécial n'est pas à même de nous dire si, dans ce cas particulier, les demandes des ouvriers ont ou non reçu satisfaction. Je passe à la question suivante.

Au paragraphe 606 du rapport, on nous donne une liste des fonctions dans le Département du travail. J'ai deux questions à poser à ce sujet. La première est la suivante : Qui est à la tête de ce Département ? C'est-à-dire, est-ce un Camerounais ou est-ce un représentant de l'Autorité administrante ? Ma deuxième question a trait à l'alinéa d) de ce paragraphe. Qu'entend-on par "aide et conseils aux syndicats" qui figure parmi les tâches du Département du travail ? Le Représentant spécial pourrait-il nous l'expliquer ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le Département du travail est un département du Gouvernement fédéral, sous la direction du Ministre du travail responsable devant le corps législatif. Le fonctionnaire qui est actuellement à la tête de ce Département, sous la direction du Ministre du travail, est le Commissaire du travail. Il s'agit d'un Département fédéral et non pas d'un Département du Cameroun du Sud.

En ce qui concerne la deuxième partie de la question - l'aide et les conseils aux syndicats - il y a, au Département du travail, un certain nombre de fonctionnaires syndicaux qui sont nommés spécialement dans le but d'aider et d'assister le mouvement syndical. Ils donnent des conseils aux syndicats sur les meilleures méthodes syndicales à employer. Ils les assistent en matière d'organisation syndicale et organisent des cours qui peuvent être suivis par les chefs et les membres des syndicats afin d'être mieux à même d'accomplir leurs fonctions.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je dois avouer ne pas être entièrement satisfait de la réponse du Représentant spécial, car les fonctions du Département du travail qui sont décrites ici n'apparaissent pas avec suffisamment de clarté. Mais je passe à ma question suivante,

Au paragraphe 534, on nous dit qu'une personne qui est arrêtée par la police, ou éventuellement par des particuliers qui la transfèrent ensuite à la police, ne peut pas être détenue préventivement pendant une période inutilement longue. Je ne comprends pas bien cette expression "une période inutilement longue". Le Représentant spécial pourrait-il me dire s'il existe des restrictions selon la loi qui limiteraient la période de détention préventive ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Cette disposition de la loi est évidemment destinée à sauvegarder la liberté de la personne en cause. Si quelqu'un a le pouvoir de procéder à une arrestation, il a aussi le devoir de s'assurer que la personne arrêtée passe en jugement dans un délai raisonnable. Si le processus de la loi était retardé sans raison valable, la personne responsable pourrait être punie aux termes du paragraphe déjà cité. Les mots "retarder volontairement" signifient agir de façon délibérée afin de causer un retard. C'est le tribunal saisi de l'affaire qui serait chargé de déterminer si ce retard est voulu et s'il s'agit d'une dérogation à la loi.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si je comprends bien, il n'y a pas de limite expresse. On ne précise pas s'il s'agit de deux mois, de trois mois, d'un an ou d'une période plus longue encore.

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il n'y a pas de limite expresse. Les circonstances dans lesquelles une personne est arrêtée et les possibilités qu'a un tribunal de connaître de son cas et de la faire comparaître varient, en effet, selon la distance, les conditions présentes, etc. Il est difficile de se rendre compte par conséquent de la manière dont pourrait être fixée une limite précise. Toute la signification de cette clause est d'obliger à faire comparaître une personne arrêtée dès que cela est possible. Si la personne arrêtée ne comparaît pas, le coupable de ce retard est punissable. Je pense donc qu'une telle disposition est plus absolue que si une limite était imposée.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'aurais souhaité que cette question fût précisée étant donné qu'au nombre des pétitions nous trouvons un cas dans lequel des autochtones ont été emprisonnés pendant une année entière, le juge n'ayant pu se rendre sur les lieux en raison des difficultés causées par la saison des pluies. En fait, après être restés en prison pendant un an, ces autochtones ont été purement et simplement acquittés. C'est dans cet ordre d'idées que j'aurais voulu savoir s'il y a des limites à la détention préventive.

J'en viens à la question suivante. Dans le paragraphe 702 du rapport annuel, qui a trait au travail des détenus, il est indiqué qu'après deux ans de détention, les prisonniers reçoivent, pour le travail qu'ils effectuent, 2 shillings par mois. Pendant les deux premières années, les détenus travaillent-ils sans aucune rémunération? Quel genre de travail font-ils et pour qui? Le Représentant spécial pourrait-il nous donner quelques précisions à cet égard?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : La rémunération des détenus après deux ans de prison est, en fait, un privilège qui leur est accordé pour bonne conduite. Ils peuvent ainsi dépenser la moitié des sommes qu'ils gagnent à l'achat de produits qu'ils n'ont pas le droit d'obtenir auparavant, l'autre moitié étant conservée jusqu'à leur libération.

Pendant les deux premières années de leur détention, les prisonniers ne touchent rien pour le travail qu'ils accomplissent. Je tiens à souligner, d'ailleurs, qu'il ne s'agit pas d'une rémunération du travail en tant que telle, mais d'un privilège

qui doit être mérité. Le travail des prisonniers consiste à accomplir certaines fonctions pour le bien de la collectivité, par exemple la tonte de l'herbe dans les endroits publics, le transport du bois et de l'eau pour les établissements publics, etc. Toutefois, ce ne sont pas là les seuls travaux auxquels sont employés les prisonniers. En effet, ils fabriquent également des chaussures, ils font de la charpente, de la maçonnerie, etc.

En ce qui concerne le Cameroun méridional, la clause en question n'est pas complète en ce sens que, récemment, nous avons institué ce qu'on appelle la prison ouverte pour presque tous les détenus de cette partie du Territoire, à l'exception des condamnés à très court terme ou de ceux à qui ce traitement ne pourrait s'appliquer. Il s'agit, en fait, d'une ferme où la grande majorité des prisonniers sont employés à des travaux agricoles qui, non seulement sont utiles au fermier, mais encore à eux-mêmes puisqu'ils acquièrent ainsi de l'expérience.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il est indiqué, en paragraphe 704, qu'à titre de mesure préventive, les détenus qui semblent avoir tendance à s'enfuir ou ceux que l'on appelle des agités sont mis aux fers. Je ne comprends pas très bien ce que l'on veut dire par là. N'est-il pas possible de prendre d'autres précautions pour empêcher un détenu de s'enfuir? Quels sont ces détenus qui travaillent avec des fers aux pieds?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le nombre des détenus auxquels cette mesure est appliquée est très réduit. Il s'agit d'agités, de gens violents ou de détenus qui ont tendance à s'enfuir. Ceux que l'on considère comme tels sont généralement ceux qui ont déjà tenté de s'échapper. Quant aux fers dont il est question, ils ne sont pas lourds et n'entravent guère la liberté de mouvement du prisonnier. Toutefois, si celui-ci tentait de s'enfuir, il serait quelque peu gêné par ses fers et serait plus facilement rattrapé.

Ces détenus travaillent dans la prison car, en raison de leur nature, on ne peut les employer à des travaux extérieurs. Ils accomplissent donc un travail sédentaire. Toutefois, je le répète, la mesure dont il s'agit est très rarement appliquée et, pratiquement, tous les détenus se trouvent dans des prisons ouvertes.

TS/JM.

T/PV.775

- 18/20.-

M. Field (Représentant spécial)

Bien que rien ne s'opposerait à leur fuite, ils ne tentent pas de s'échapper. Les tentatives d'évasion sont extrêmement rares et ce fait montre que nous ne recourons que fort peu au procédé en question.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je reviens, Monsieur le Président, à la question des châtiments corporels que j'avais l'intention de soulever auparavant. Si un autre membre du Conseil a déjà posé cette question ce matin en mon absence, je vous prie de m'excuser. Le Représentant spécial, en déclarant que les châtiments corporels existent toujours dans le Territoire, nous a dit, dans une de ses réponses, que l'Autorité administrante n'y pouvait rien, qu'elle ne pouvait pas interdire les châtiments corporels dans le Territoire, que c'était là une question qui devait être réglée par des mesures législatives prises par les organes compétents du Territoire sous tutelle.

A ce propos, je voudrais demander au Représentant spécial si les représentants de l'Autorité administrante au sein de ces organes ont le droit d'initiative en matière législative. Je prends comme exemple la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional. Cet organisme comprend-il des représentants de l'Autorité administrante qui pourraient déposer un projet de loi en ce sens?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Le Conseil exécutif du Cameroun méridional comprend, évidemment, des membres de droit et des membres non fonctionnaires. Les mesures législatives sont présentées à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional avec l'approbation du Conseil exécutif dans son ensemble. Les membres non fonctionnaires du Conseil exécutif appartiennent, évidemment, au parti majoritaire de la Chambre d'assemblée et un membre de droit ne pourrait pas, sans le consentement du Conseil exécutif dans son ensemble, déposer un projet de loi devant la Chambre d'assemblée. Les membres non fonctionnaires du Conseil exécutif appartenant au parti au pouvoir, il s'ensuit que toute mesure que le Gouvernement peut présenter doit être acceptable par la Chambre d'assemblée dans son ensemble. S'il en était autrement, le parti majoritaire s'opposerait à son adoption.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La réponse du Représentant spécial ne me semble pas tout à fait claire. Dans le rapport, il est indiqué, par exemple, que tout membre de la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional a le droit d'initiative en matière législative. Plusieurs personnalités officielles et, notamment, le Commissaire aux affaires du Cameroun, font partie de cet organisme. Cela étant, je ne comprends pas, d'une part, pourquoi on nous dit que les membres de cette assemblée ont

M. Bendrychev (URSS)

l'initiative des lois, que chacun d'eux peut présenter une proposition, et, d'autre part, pourquoi le Représentant spécial parle d'une limitation de ce droit des membres fonctionnaires. Il semble donc qu'ils ne disposent pas du droit d'initiative. La situation n'est pas claire pour moi. Je serais heureux d'entendre un complément d'information de la part du Représentant spécial.

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Il est exact qu'aux termes de la Constitution, tout membre de la Chambre d'assemblée a l'initiative des lois, mais c'est un droit qui appartient aux membres non fonctionnaires. La décision de présenter une mesure législative au nom du gouvernement est prise par le Conseil exécutif, et c'est le Conseil qui décide quel membre présentera le projet à la Chambre. Il s'agit là d'une responsabilité collective de la Chambre et du Conseil exécutif. Par conséquent, il ne serait conforme ni à l'esprit de la Constitution, ni à la pratique parlementaire, pour un membre fonctionnaire, de compter sur une majorité pour présenter un projet, sans l'accord du reste du Conseil. Sans avoir la certitude que le projet de loi sera appuyé et adopté, il serait difficile pour le gouvernement de légiférer et le Conseil exécutif serait, en fait, réduit au rôle d'un organisme sans fonction particulière ni droits particuliers.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma question suivante porte sur la santé publique et a trait au tableau 73 qui figure à la page 295 du rapport annuel. Le Représentant spécial peut-il nous dire ce qui a provoqué la disparition complète, entre 1954 et 1955, de trois maternités d'Etat et d'une maternité appartenant à une firme commerciale. Le tableau en question indique qu'il y avait, en 1954, trois maternités d'Etat et une maternité appartenant à une firme commerciale; en 1955, il n'y en a plus une seule. Où sont passées ces quatre maternités?

Il en est de même pour les dispensaires ruraux. En 1954, il y en avait six. En 1955, il n'y en a plus. Que sont-ils devenus?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je crois qu'il s'agissait, au cours des années précédentes, d'un classement inexact. Les trois maternités classées comme maternités d'Etat auraient dû figurer comme appartenant à l'Administration autochtone. Il y a eu là une erreur. Il aurait fallu indiquer qu'il y avait trois maternités appartenant à l'Administration autochtone, une appartenant à une firme commerciale et neuf appartenant à des missions.

AS/MB

T/PV.775
- 23/25 -

M. Field (Représentant spécial)

Quant aux dispensaires ruraux, qui sont classés comme dispensaires de gouvernement, là encore il s'agit d'un mauvais classement. On aurait dû indiquer qu'ils appartenaient à l'Administration autochtone. Ces six dispensaires existent toujours, mais ce ne sont pas des dispensaires du gouvernement.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Dois-je comprendre cette réponse comme signifiant qu'il n'existe pas de maternités d'Etat, qu'il n'y en a jamais eu ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il n'y en a pas en tant qu'institutions distinctes régies par l'Etat; mais, dans les hôpitaux, il y a une section réservée aux accouchements.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais attirer l'attention du représentant spécial sur le fait que, d'après le tableau 75 qui figure à la page 297 du rapport annuel, il n'y a, pour l'ensemble des hôpitaux d'Etat, que 425 lits. Comme le dit le représentant spécial, les lits nécessaires aux accouchées doivent être compris dans ce nombre. Dans ces conditions, on se demande combien il y a de lits réservés aux malades dans les hôpitaux d'Etat.

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je regrette de ne pouvoir donner un renseignement quant au nombre de lits disponibles dans les hôpitaux d'Etat et quant à la division de ces lits pour les cas généraux et pour les cas de gynécologie.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma dernière question, dans le domaine social, est la suivante : est-ce que les partis politiques du Territoire ou les organisations sociales d'autochtones ont des organes de presse ? Je pense aux imprimés de toutes sortes : journaux, revues, etc. ou bien est-ce qu'il n'existe aucune publication des partis politiques ou des organisations sociales autochtones ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne connais aucune publication de partis politiques ou d'organisations sociales. Pour le moment, il n'y a pas de journaux dans le Cameroun du Sud.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je passe au domaine de l'enseignement. Au tableau 88, p.305 du rapport annuel, il est question du nombre des écoles, dans le Territoire sous tutelle, de 1950 à 1955, qu'il s'agisse des écoles d'Etat ou des écoles dépendant de l'Administration autochtone. Nous y voyons que ce nombre est allé en diminuant

puisque il est passé de 68 en 1954 à 67 en 1955. Le représentant spécial pourrait-il nous expliquer comment, bien loin d'avoir augmenté, le nombre des écoles a diminué ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je n'ai pas de renseignements précis sur ce qui est arrivé à cette école manquante. Il est fort possible qu'elle ait été absorbée par l'une des agences volontaires.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma question porte sur le tableau 91, de la page 307. Il a trait aux écoles normales d'instituteurs. Là encore, nous constatons une diminution du nombre des élèves, qui passe de 410 à 312. Quant au nombre des instituteurs (tableau 93, p. 309), il était de 1.778 en 1954 et il n'était plus que de 1.761 en 1955. Etant donné l'importance que présente le problème du progrès de l'enseignement dans le Territoire, comment peut-on expliquer la diminution du nombre des élèves et du nombre des instituteurs, surtout du nombre des élèves des écoles normales ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Je dois malheureusement répondre à cette question comme je l'ai fait lorsque le représentant de la Chine a attiré mon attention sur ces chiffres : pour le moment, je ne suis pas en état d'expliquer ces diminutions.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma question suivante porte sur le paragraphe 735 du rapport annuel. Il y est dit que les élèves des écoles primaires ont à répondre, lors des examens de fin d'année, à des questions portant sur les résultats du système de tutelle. Le représentant spécial pourrait-il nous dire en quoi consistent ces questions et quelles sont les réponses que les instituteurs attendent des élèves ? De quels résultats s'agit-il ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Dans les écoles, on donne un aperçu général des objectifs du système de tutelle et de la façon dont il est mis en application. Les questions qui peuvent être posées aux enfants ont pour but de s'assurer qu'ils ont une compréhension générale du système de tutelle. Je n'ai malheureusement pas avec moi de texte des cours qui

MG/JR

T/PV.775
- 28/30 -

M. Field (Représentant spécial)

sont donnés en la matière et je ne puis pas dire non plus quelles sont les questions que l'on peut poser. Le but est que les élèves aient une idée du système de tutelle.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si j'ai posé cette question, c'est que j'ai été quelque peu troublé de constater que les élèves des écoles primaires ont à répondre à des questions concernant les résultats du système de tutelle alors qu'un observateur politique entraîné aurait souvent du mal à le faire. C'est pourquoi je voulais savoir quelles sont les questions posées et les réponses attendues. Il s'agit des écoles primaires et la question me paraît bien compliquée pour de jeunes enfants.

Je serais également reconnaissant au représentant spécial s'il voulait bien introduire dans le prochain rapport annuel des renseignements à ce sujet,

M. Bendrychev (URSS)

Je faisais également allusion au paragraphe 803 du rapport annuel, qui indique que le Ministre des affaires du Nord Cameroun a patronné la publication d'une brochure décrivant l'objet et le fonctionnement tant du régime de tutelle que de l'Organisation des Nations Unies, en général. Peut-être l'Autorité administrante voudra-t-elle, dans son prochain rapport, résumer le contenu de cette brochure, mieux en annexer un exemplaire au rapport.

Au paragraphe 789 du rapport annuel, on indique que le district de Dikwa partage avec la province de Bornu un groupe cinématographique mobile. Pourquoi y a-t-il si peu de groupes cinématographiques mobiles dans le Territoire? Le représentant spécial peut-il préciser la nature des films projetés? La cinémathèque comprend-elle des films d'art, des films montrant la vie d'autres populations?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Dans une certaine mesure, le nombre de ces groupes cinématographiques mobiles est limité par le montant des crédits dont nous disposons. La cinémathèque comprend des films d'une valeur éducative générale, ainsi que des films récréatifs. Je ne pense pas que le Conseil de tutelle attende de moi que je donne une liste des films éducatifs projetés devant la population autochtone. Je puis assurer qu'il s'agit d'un bon choix de films documentaires d'une valeur éducative certaine. La cinémathèque comprend aussi des films de voyages.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Ma question est motivée par l'impression que j'ai recueillie qu'on n'utilisait peut-être pas suffisamment cet excellent moyen d'éducation des masses que constitue le cinéma. Je me suis donc étonné du faible nombre de groupes cinématographiques mobiles et me suis enquis du genre de films projetés; Je voulais savoir notamment si ces groupes projetaient des films d'actualités mondiales.

Au paragraphe 802 du rapport annuel, mention est faite de l'aménagement d'un certain nombre de salles de lecture et de petites bibliothèques. Je voudrais avoir quelques indications complémentaires sur la nature des ouvrages mis à la disposition des lecteurs. Comprennent-ils des classiques de la littérature universelle, qui ont été traduits dans toutes les langues, l'anglais y compris?

M. Bendrychev (URSS)

Quelles sont les mesures prises par l'Administration pour familiariser la population du Territoire sous tutelle avec les chefs-d'oeuvre de la littérature classique des autres pays?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Ces bibliothèques et salles de lecture ont un vaste assortiment de livres, revues et périodiques, correspondant aux divers niveaux d'instruction des lecteurs, des plus lettrés aux moins lettrés. J'ai constaté personnellement que ces bibliothèques étaient bien fournies en ouvrages classiques, notamment dans les bibliothèques des institutions et dans les bibliothèques des principaux centres, fréquentées par un plus nombreux public instruit.

M. MUFTI (Syrie) : Ma première question portera sur la page 296 du rapport annuel. Ma délégation a constaté, en effet, une disparité énorme entre les services sanitaires dans le Sud et dans le Nord du Territoire. C'est ainsi que, pour trente hôpitaux dans le Sud, il n'en existe que deux dans le Nord; que, pour cent quarante dispensaires dans le Sud, il n'en existe que quarante-deux dans le Nord. Nous savons que les populations de ces deux régions sont numériquement d'importance à peu près égale et les services sanitaires devraient évidemment tenir compte de ce fait. Ma délégation voudrait connaître si l'Autorité administrante dispose d'un programme bien déterminé pour le développement des services sanitaires dans le Nord du Territoire sous tutelle.

M. FIELD (Représentant spécial). (interprétation de l'anglais) : Le fait que les services médicaux ne sont pas aussi complets dans le Nord que dans le Sud a déjà attiré l'attention du gouvernement de la région septentrionale. Les plans envisagés prévoient, bien entendu, une amélioration des services médicaux dans tous les sens. Comme l'oeuvre à accomplir est considérable dans ce domaine, le gouvernement de la région Nord a récemment alloué 60.000 livres supplémentaires venant s'ajouter aux sommes déjà destinées à améliorer les services médicaux dans la région Nord.

M. MUFTI (Syrie) : Au cours de sa 17ème session, le Conseil avait recommandé à l'Autorité administrante de développer les statistiques démographiques. Nous savons, d'après le rapport du Conseil à la 11ème session de l'Assemblée générale que les Autorités indigènes de Victoria, de Wum et de Bali avaient déjà adopté les règlements relatifs à l'établissement de statistiques concernant les naissances, les mariages et les décès. Ma délégation voudrait savoir si, entre-temps, d'autres autorités indigènes ont adopté de telles règles.

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : En réponse à une question semblable j'ai dit, ce matin, que les autorités locales sont sur le point de prendre des mesures similaires, dans plusieurs régions, et que deux autorités les avaient déjà prises.

M. MUFTI (Syrie) : En ce qui concerne l'éducation, ma délégation a fait les constatations suivantes : Il n'y a pas d'écoles secondaires dans le Nord alors qu'il y en a deux dans le Sud; il n'y a qu'une école normale dans le Nord, contre cinq dans le Sud; il n'y a qu'une école professionnelle dans le Nord, contre trois dans le Sud; l'écart entre le nombre de filles et de garçons fréquentant les écoles est toujours aussi considérable. En effet, pour 40.000 garçons, nous trouvons 10.000 filles.

Ma délégation voudrait connaître le programme de l'Autorité administrante pour développer le nombre des écoles dans le Nord et pour réduire l'écart entre le nombre de filles et de garçons.

Enfin, question subsidiaire, nous voudrions savoir quand l'Autorité administrante envisage d'abolir le système actuel de la scolarité payante dans les écoles primaires pour le remplacer par l'instruction primaire gratuite et obligatoire.

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Il est exact qu'il n'y a pas, actuellement, d'école secondaire dans la région nord, mais comme le représentant de la Syrie le sait, cette région fait partie des Provinces du Nord. S'il n'y a donc pas d'école secondaire dans le Nord Cameroun proprement dit, il en existe à l'extérieur, et ces écoles peuvent être fréquentées par des écoliers du Nord Cameroun. C'est d'ailleurs ce qui se passe et on peut affirmer, je crois, que chaque enfant en âge de suivre des études secondaires, dans le Nord, peut fréquenter une école secondaire. Il en est de même pour les écoles normales ainsi que pour les autres établissements d'enseignement supérieur. Etant donné le nombre relativement faible d'écoliers fréquentant les écoles primaires, dans le Nord, le nombre d'enfants profitant de ces facilités est également plus réduit que dans le Sud.

La deuxième question du représentant de la Syrie portait sur l'écart entre le nombre de filles et de garçons fréquentant l'école. Dans le Sud, le nombre de filles allant à l'école a augmenté depuis un an de près de 1.000 élèves. Une augmentation a également été constatée dans le Nord.

Si la proportion des filles et des garçons fréquentant respectivement l'école peut sembler constante depuis quelques années, cela provient sans doute du fait que, pour le moment, les efforts accomplis sont destinés à amener le plus d'enfants possible à l'école. Donc, ces efforts s'exercent sur un plan général et il en résulte que le nombre des garçons comme celui des filles fréquentant l'école est en augmentation, ce qui maintient une proportion à peu près constante. Mais les filles fréquentant l'école sont de plus en plus nombreuses, spécialement dans le Nord, et les chefs de diverses communautés ainsi que les personnalités influentes donnent l'exemple en envoyant leurs propres filles à l'école.

Pour ce qui est des frais scolaires, ainsi que je l'ai déjà dit, l'instruction primaire reste payante dans le Cameroun nord.

Dans le Sud, le problème est financier. Il s'agit de faire face à une certaine disproportion entre les contributions versées par le gouvernement sous forme de subventions pour les écoles et les dépenses nécessaires. La solution réside dans le paiement de subsides par les autorités locales intéressées. Un certain nombre d'autorités autochtones ont déjà établi un tarif à cet égard et d'autres étudient actuellement la question. On espère parvenir, par ce moyen, à couvrir les frais scolaires et à dispenser les parents de l'obligation de payer.

M. MIFTI (Syrie) : A la question que j'ai posée au sujet de l'absence d'écoles dans le Nord du Territoire, le Représentant spécial a répondu que si ces écoles n'existaient pas dans le Nord, on en trouvait par contre à l'extérieur du Territoire lui-même et dans le Sud. Il semble que l'Autorité administrante perde quelque peu de vue un élément d'une importance primordiale. Lorsqu'il est question d'encourager les élèves à fréquenter les écoles, venir nous dire qu'il y a des écoles secondaires et professionnelles hors du Territoire ou dans le Sud ne résout pas la question. On ne peut demander, en effet, à des élèves désireux de fréquenter ces écoles de parcourir le Territoire pour se rendre en Nigeria ou pour aller jusque dans le Sud, surtout étant donné l'état arriéré dans lequel se trouvent les communications au Cameroun. Je pense donc qu'une telle réponse manque un peu du sens des réalités. Il est bien établi que l'absence d'élèves dans les écoles est largement due au fait que ces élèves ne sont pas suffisamment encouragés à les fréquenter. D'une part, ils doivent payer des droits de scolarité; d'autre part, ils doivent parcourir des distances considérables, ce qui est tout à fait contraire au principe voulant que les écoles se trouvent à la portée des élèves.

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Comme je l'ai dit, l'instruction primaire est gratuite dans la région du Nord. En ce qui concerne l'enseignement secondaire, j'ai essayé d'expliquer que bien qu'il n'y ait pas à proprement parler d'école secondaire dans le Territoire sous tutelle, il existe cependant des écoles secondaires dans chacune des provinces dont le Territoire sous tutelle fait partie, ouvertes, avec facilités d'internat, aux élèves du Territoire. Les difficultés de transport ne sont pas telles que les élèves dont l'instruction est suffisamment avancée ne puissent suivre les cours donnés par ces écoles.

M. MUFTI (Syrie) : Le représentant spécial est-il en mesure de fournir des renseignements concernant le nombre des élèves admis à l'internat ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je ne crois pas pouvoir fournir ce renseignement immédiatement.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation apprécierait beaucoup que de tels renseignements figurent à l'avenir dans les rapports de l'Autorité administrante.

Ma question suivante portera sur le travail. Ma délégation voudrait savoir si l'Autorité administrante a été en mesure d'établir des budgets-types pour chaque catégorie de travailleurs, en dehors des tableaux des prix de détail des principales denrées qui figurent dans le rapport annuel ? Ma délégation voudrait également savoir comment les salaires minima sont établis dans le Territoire ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Il existe des commissions spéciales qui suivent de près les divers indices susceptibles d'influer sur le taux des salaires. Ces commissions disposent de statistiques du niveau des prix, etc. Le Service des statistiques leur fournit tous renseignements complémentaires. Sur la base de ces données, les commissions peuvent recommander des modifications de salaires. Je n'ai pas d'indication précise sur les données dont elles disposent quant aux budgets des diverses classes de travailleurs. En général, elles étudient et comparent les données pertinentes qu'elles sont en mesure de rassembler.

Mr. Field (Représentant spécial)

On a procédé au Cameroun du Sud à une étude des problèmes du travail et des problèmes sociaux. Nous ne sommes que depuis peu en possession du rapport relatif à cette étude et nous n'avons pas encore été en mesure de l'étudier. Mais je pense que ce document examine en détail le problème des salaires et contribuera à l'éclaircir.

M. MUFTI (Syrie) : Si j'ai bien compris, les comités aux salaires se fondent uniquement sur les prix de détail des denrées; il n'y a pas de budget-type pour chaque catégorie de travailleur ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Le coût de la vie varie d'une région à l'autre et je doute qu'il soit possible d'établir un budget-type applicable à tout le Territoire sous tutelle. C'est pour cette raison que les commissions se tiennent régulièrement au courant de la situation générale, afin d'obtenir tous les renseignements disponibles dans les diverses régions, pour pouvoir en tirer parti pour la région particulière dont ils doivent s'occuper. Bien entendu, les fluctuations entraînent des taux de salaires différents selon les régions.

M. MUFTI (Syrie) : Je voudrais poser une question subsidiaire, mais je ne sais pas si le représentant spécial est en mesure de me donner ce renseignement. Quel est le salaire le plus bas dans le Territoire et que permet-il d'acheter ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

L'Annexe au document T/1302 fournit des données supplémentaires. Le chiffre le plus bas est de 2 shillings 9 pence par jour. Comme je l'ai déjà dit, on procède à des ajustements de salaires dans certaines régions. Il m'est impossible de vous garantir que ce chiffre soit un minimum absolu. Toutefois, la différence ne peut être que de quelques pence. Le salaire minimum est calculé en se fondant sur les besoins raisonnables d'un homme moyen, ouvrier non qualifié. On estime que tel est le salaire minimum suffisant pour vivre. Quant à savoir exactement ce qui peut être acheté avec ce salaire, je crains que cela varie de région en région. Les besoins varient d'une région à l'autre. Le travailleur qui vit dans le Nord du Territoire a certainement des besoins (vêtements, nourriture et loisirs) tout différents de ceux du travailleur habitant le Sud du Territoire. A vrai dire, pour donner une réponse précise, il faudrait que j'entre dans des détails quant au genre de vie des différentes tribus et des différentes communautés.

M. MUFTI (Syrie) : En somme, les salaires sont établis d'après les besoins courants effectifs dans chaque région et non pas selon un critère qui serait établi pour tout le Territoire en se fondant sur les besoins essentiels de l'homme habitant de ce Territoire. Voilà la conclusion que je tire de cette réponse.

Je voudrais ne pas insister sur cette question et passer à la suivante, qui est la dernière. Ma délégation voudrait avoir certains renseignements sur l'inspection du travail dans le Territoire. Nous voudrions connaître les effectifs en hommes et en moyens matériels, si cela est possible. Nous voudrions savoir également si les services de cette inspection sont propres au Territoire. En ce qui concerne le Nord, par exemple, ces services se trouvent-ils dans le Nord ou dans la Nigeria ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) :

Il y a un inspecteur du travail, dans le Sud, qui contrôle toutes les entreprises relevant du Labour Code Ordinance. Il inspecte régulièrement les plantations, les départements gouvernementaux et les établissements employant un grand nombre de travailleurs. Dans la région du Nord, il n'y a pas de fonctionnaire de ce genre sur place.

M. Field (Représentant spécial)

Dans le Nord, il n'y a pas non plus de concentrations importantes de travailleurs, si ce n'est ceux qu'emploient les autorités locales ou le gouvernement lui-même. Il n'y a pas d'usines dans cette partie du Territoire. Dans le Sud, un inspecteur est chargé de l'inspection du travail.

M. MUFTI (Syrie) : L'inspecteur unique du Territoire doit être très actif pour pouvoir faire ainsi des tournées dans tout le Territoire et contrôler toutes les conditions de travail à travers toute la région. Ma délégation voudrait demander si les conditions de travail dans le Nord ne justifieraient pas un certain contrôle de la part de l'Autorité administrante. Comment ce contrôle est-il exercé ?

M. FIELD (Représentant spécial) (interprétation de l'anglais) : Je croyais avoir clairement expliqué que la région du Nord ne comptait pas des concentrations de travailleurs nécessitant l'organisation d'un service d'inspection. La plupart des habitants sont des paysans et travaillent à leur propre compte. Les autres, peu nombreux, sont les ouvriers employés par les municipalités et par les autorités locales. Aucune entreprise industrielle ou aucun service gouvernemental utilisant des machines telles qu'une inspection serait nécessaire n'existe dans cette partie du Territoire.

M. MUFTI (Syrie) : Je n'ai plus de questions à poser et je voudrais remercier le représentant spécial des renseignements qu'il a bien voulu nous fournir.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en avons maintenant terminé avec les questions adressées au Représentant spécial. Je pense donc que nous pourrions passer à la discussion générale.

MOYENS D'ETUDE ET DE FORMATION OFFERTS PAR LES ETATS MEMBRES DES NATIONS UNIES
AUX HABITANTS DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE /RESOLUTION 1063 (X) DE L'ASSEMBLEE
GENERALE/ (A/RES/496)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vous ai déjà parlé de cette nouvelle question de notre ordre du jour. J'aimerais savoir combien de mes collègues désirent prendre part à la discussion sur ce point.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation attache à cette question une importance particulière. Elle a d'ailleurs participé à la présentation du projet de résolution de l'Assemblée générale qui a été adopté le 26 février 1957. Je voudrais simplement attirer l'attention du Conseil sur le paragraphe 2 du dispositif qui revêt une importance particulière. En effet, par ce paragraphe, l'Assemblée générale "prie le Conseil de tutelle d'examiner, au cours de ses sessions de 1957, la façon dont les habitants des Territoires sous tutelle utilisent les bourses d'études et les moyens de formation offerts par des Etats Membres et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa douzième session" (A/RES/496).

Il semble donc que le Conseil soit appelé à discuter cette question afin que le Secrétaire général ait les éléments nécessaires pour établir son rapport.

Il est vrai que cette question a été effleurée au cours de la session du Conseil; mais ma délégation estime qu'elle n'a pas été suffisamment débattue lors de l'examen des rapports annuels, étant donné que certaines délégations n'ont pas jugé utile de soulever cette question à propos de la discussion sur le progrès social dans les Territoires.

Il se peut, évidemment, que les procès-verbaux de notre session contiennent certains éléments d'information concernant cet aspect de la question; mais ces éléments sont, pour la plupart, disparates. Je ne pense pas qu'ils puissent servir de base au rapport du Secrétaire général. Par conséquent, ma délégation serait d'avis qu'il y eût une discussion à laquelle, autant que possible, toutes les délégations participent et, afin que nous ayons la possibilité d'avoir cette discussion, ma délégation propose que la question reste inscrite à notre ordre du jour, quitte à ce qu'elle soit examinée vers la fin de la session, lorsque tous les rapports annuels relatifs aux Territoires sous tutelle auront été étudiés.

Nous aurons ainsi tous les éléments nécessaires pour pouvoir porter un jugement d'ensemble sur la question des bourses dans tous les Territoires sous tutelle. C'est exactement le genre de renseignements que l'Assemblée générale désirerait avoir, c'est-à-dire des renseignements généraux sur l'ensemble de la question dans tous les Territoires.

Ma délégation propose donc que cette question figure à l'ordre du jour et que son examen soit reporté vers la fin de la session, lorsque les rapports des Puissances administrantes auront tous été passés en revue.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : D'une façon générale, la délégation de l'Inde est d'accord avec la délégation de la Syrie. J'ai sous les yeux la résolution de l'Assemblée générale sur le sujet qui nous occupe et j'estime, avec le représentant de la Syrie, que nous devons trouver une base pour la discussion de cette question. La base évidente est constituée par la résolution de l'Assemblée générale elle-même, dont la partie principale, à notre avis, est le deuxième paragraphe du préambule par lequel l'Assemblée constate "que la plupart des bourses d'études offertes par des Etats Membres restent inutilisées".

Le Gouvernement de l'Inde offre chaque année des bourses d'études; mais je crois que la plupart d'entre elles sont utilisées et nous n'avons par conséquent pas à nous plaindre.

Comme je l'ai dit précédemment, nous devons avoir une base pour une discussion plus détaillée. Je vois que, par le dernier paragraphe de la résolution, le Secrétaire général est invité à présenter à l'Assemblée générale un rapport détaillé. Est-ce qu'il le présentera directement à l'Assemblée générale ou par l'intermédiaire du Conseil de tutelle ? Je ne m'en rends pas encore bien compte. Mais, puisque le Conseil de tutelle a été prié d'examiner cette question, le Secrétaire général nous offrira certainement ses services pour nous faciliter cette étude. Il serait utile au Conseil que le Secrétaire général prépare un rapport portant sur des questions de fait, qui montrerait le nombre des bourses offertes par les Etats Membres, le nombre de celles qui ont été utilisées, le nombre de celles qui restent inutilisées et les raisons pour lesquelles ces dernières n'ont pas été employées. Si nous avons cette analyse, notre tâche en sera facilitée et notre discussion prendra moins de temps.

M. COHEN (Sous-Secrétaire chargé du Département de la tutelle et des renseignements provenant des territoires non autonomes) (interprétation de l'anglais) : Conformément aux dispositions de la résolution de l'Assemblée générale dont il a été question, le Secrétaire général prépare en ce moment un rapport qui sera envoyé directement à l'Assemblée générale. Néanmoins ces renseignements pourront être fournis au Conseil s'il le désire, car ils sont déjà rassemblés en partie. Nous devrions alors établir un rapport séparé ou un document de travail pour le Conseil sur la base des renseignements dont nous disposons. .

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Dans ces conditions, il serait peut-être préférable d'accepter l'offre du Sous-Secrétaire. Le Conseil attendrait le rapport actuellement préparé par le Secrétaire général et discuterait ensuite cette question. Entre-temps, nous pourrions garder ce point à l'ordre du jour, comme l'a suggéré le représentant de la Syrie.

M. COHEN (Sous-Secrétaire chargé du Département de la tutelle et des renseignements provenant des territoires non autonomes) (interprétation de l'anglais) : Le rapport que le Secrétaire général doit soumettre à l'Assemblée générale ne pourra être achevé avant que soit connu le résultat des discussions qui auront eu lieu à la présente session et à la suivante du Conseil. Toutefois si le Conseil veut accomplir quelques progrès dans ce domaine, nous pourrions lui communiquer les renseignements déjà obtenus, non pas sous la forme du rapport qui sera soumis par le Secrétaire général, mais sur la base de la documentation que nous avons déjà en grande partie.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois que le Sous-Secrétaire vient de faire une excellente suggestion. Si un tel document de travail pouvait être distribué aux membres du Conseil, il nous aiderait beaucoup pour discuter et prendre une décision sur ce point. Par conséquent, la question restera inscrite à notre ordre du jour pour le reste de cette session et j'espère que dès que nous aurons les renseignements nécessaires, les membres du Conseil seront en mesure d'apporter leur contribution afin que le Secrétaire général puisse préparer son rapport pour la douzième session.

TS/JM.

T/PV.775

- 57. -

Le Président

Je dois, de nouveau, demander aux membres du Conseil d'être prêts à utiliser au maximum le temps dont nous disposons. J'ai déjà indiqué que nous étions très en retard sur notre horaire. Le Conseil a fait aujourd'hui un excellent travail, mais j'espérais que deux ou trois membres du Conseil au moins interviendraient dans la discussion générale. Nous continuerons donc, lundi à 14 heures, le débat sur le Cameroun sous administration britannique.

La séance est levée à 16 h. 20.